

Concertation grand âge et autonomie: des espoirs proportionnels à l'ambition

Article 09/10/2018 [POLITIQUE NATIONALE](#), [ACTEURS DU SECTEUR](#)

*L'AD-PA, la FHF, la Fnadepa, la **Fnaqpa** et le Synerpa se félicitent de l'envergure de la consultation lancée début octobre par Agnès Buzyn. En conséquence, les fédérations d'Ehpad attendent pour 2019 des mesures qui seront "à la hauteur" des enjeux.*

Satisfecit général après [le lancement de la concertation grand âge et autonomie](#) le 1er octobre par la ministre des solidarités et de la santé, Agnès Buzyn.

Mais si [l'ampleur annoncée de la consultation](#) ravit les principales fédérations d'Ehpad, elle charrie aussi de grands espoirs.

Maintenant que le chantier est ouvert, celles-ci gardent pour ainsi dire le pied dans la porte et se positionnent déjà en contrôleurs des travaux [en affichant clairement leur implication](#).

Parmi les premiers acteurs du secteur à réagir, **le Syndicat national des établissements et résidences privés pour personnes âgées** (Synerpa). Dans un communiqué diffusé le 1er octobre, sa déléguée générale Florence Arnaiz-Maumé salue "une première étape constructive", qui se situe "dans le prolongement de la feuille de route" présentée par la ministre Agnès Buzyn fin mai, et avant "[une loi sur la dépendance en 2019](#)".

Elle applaudit notamment les différentes formes prises par la concertation, la mettant "pleinement en phase avec les enjeux du vieillissement" et elle assure que le Synerpa y "prendra toute sa part".

Réagissant le même jour dans un communiqué, **l'Association des directeurs au service des personnes âgées** (AD-PA) se dit "satisfaite", se réjouissant également de la "large" ouverture de la consultation et affichant son intention de "participer pleinement".

L'association rappelle néanmoins que "la question fondamentale restera celle du montant des financements que l'État mettra en oeuvre pour pallier les retards français, que ce soit dans l'aide à domicile ou en établissement".

Des enjeux économiques et financiers qu'Agnès Buzyn et Dominique Libault -le pilote de la concertation- ont rappelé dans leurs discours, salue justement **la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa)** dans un communiqué le 2 octobre.

Se félicitant à son tour de "l'ambition" des travaux, la fédération se réjouit aussi de la prise en compte de "l'enjeu éthique et sociétal du débat, avec, notamment, la nécessité de redéfinir une offre qui préserve la liberté de choix de la personne".

Pour la fédération, "les aides publiques, actuellement diluées et peu lisibles, doivent être mises à plat afin de créer une grande prestation autonomie accessible à tous, qui s'adapte aux attentes de la personne et lui permette d'exercer librement ses choix de vie, comme une société inclusive doit le permettre."

La **Fnaqpa** dit espérer que "cette concertation nationale s'attache à mener une réflexion globale et conduite à des solutions durables, des ressources adaptées et pérennes, au service de la qualité de vie des personnes âgées en perte d'autonomie et de la qualité de vie au travail de celles et ceux qui les accompagnent, à domicile et en établissement" et assure qu'elle y participera "activement".

Satisfaction également de la **Fédération nationale des directeurs d'établissements et services pour personnes âgées** (Fnadepa), pour laquelle "l'ambition affichée de cette concertation, tant par les champs de réflexions que le calendrier fixé, laisse augurer une loi enfin à la hauteur des enjeux humains, sociétaux et économiques de l'adaptation de notre société au grand âge", indique-t-elle dans un communiqué diffusé le 2 octobre.

"En s'appuyant sur son réseau de 1.200 directeurs adhérents", la fédération assure qu'elle apportera "une contribution pragmatique, prospective et humaniste aux [groupes de travail](#)".

La FHF réclame toujours une modification du décret sur le forfait dépendance

La **Fédération hospitalière de France** (FHF) a pour sa part réagi le 5 octobre, dans un communiqué qui "salue" également l'ouverture du chantier, tout en "[exigeant] une politique à la hauteur des enjeux".

La fédération "y participera de façon exigeante, en espérant que cette concertation donnera lieu rapidement à des mesures concrètes car il y a urgence dans le domaine, [notamment sur l'avenir des règles de financement](#)", souligne-t-elle.

"La FHF relève que les leviers de transformation du secteur du grand-âge présentés par la ministre sont en adéquation avec les principes incontournables" identifiés par elle.

Elle appelle aussi à "prendre en compte la question de la reconnaissance et de la valorisation des métiers de ce secteur et en particulier des aides-soignantes".

"Afin de poursuivre ces travaux sereinement, la FHF rappelle la nécessité de lever sans délai les incertitudes en matière de ressources des établissements. En effet, si [la neutralisation temporaire des impacts de la réforme de la tarification des Ehpad](#) est effective en 2018, elle ne représente qu'une pause dans les inquiétudes légitimes des établissements dès 2020", relève-t-elle.

Elle continue à réclamer "l'adaptation du décret précisant les modalités de financement de la dépendance auquel s'est engagée [Agnès Buzyn]", comme elle dit l'avoir rappelé lors du [dernier comité de suivi de la réforme de la tarification, le 27 septembre](#).

Joint le 8 octobre par Gerontonews, Jean-Christian Sovrano, directeur de l'autonomie et de la coordination des parcours de vie de la **Fédération des établissements hospitaliers et d'aide à la personne privés non lucratifs** (Fehap), s'est lui aussi satisfait du lancement de la concertation nationale: "il y a un enjeu de société, j'ai envie de dire, de civilisation, il faut clairement être à la hauteur des attentes, notamment en termes de financement", a-t-il souligné.

Il a assuré que la Fehap serait "attentive" à la question, confiant une inquiétude sur le calendrier annoncé, annonciateur de travaux effectués "un peu au pas de charge".

cbe/ab

Claire Beziau